

François BROTTEES

*Isère (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre de la commission du dividende numérique [J.O. du 10 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 348 tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les conditions de sécurité des pratiques de radiothérapie [30 octobre 2007]

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs [13 novembre 2007]

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous [19 mars 2008]

Proposition de résolution n° 942 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de formation et les mécanismes d'évolution des prix de l'énergie [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**RAPPELS AU RÈGLEMENT**

Evoquant le contrat nouvelle embauche, demande quelles sont les conséquences de l'arrêt de la cour d'appel de Paris [10 juillet 2007] (p. 1629)

Regrette de n'avoir pu répondre au rapporteur avant le vote sur les amendements n°s 313 et 367 [13 juillet 2007] (p. 1924)

Reproche au président de séance d'avoir annoncé le scrutin public avant la présentation des amendements n°s 69 et 129 afin d'interdire toute prise de parole après les interventions de la commission et du Gouvernement – demande que cette "jurisprudence nouvelle" soit évoquée devant la Conférence des présidents [13 juillet 2007] (p. 1929)

Se plaint du déroulement des travaux parlementaires dans plusieurs lieux et, en même temps, dans l'hémicycle mais aussi en commission; déplore l'information très tardive des parlementaires sur la convocation de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [24 juillet 2007] (p. 2272)

Conteste des données émises par le porte-parole du Gouvernement sur la répercussion des faits de grèves sur la circulation des trains; accuse le Gouvernement de s'attaquer au droit de grève [30 juillet 2007] (p. 2466)

Considère que le Gouvernement et la majorité sont en contradiction avec les positions du Président de la République sur le dialogue social [31 juillet 2007] (p. 2575)

Demande au Gouvernement de préciser sa position sur les sanctions dont seraient, ou non, passibles les salariés faisant effectivement grève sans en avoir exprimé l'intention 48 heures avant le début du conflit [1^{er} août 2007] (p. 2637)

Souhaite que le Gouvernement donne sa position sur le cas de figure où la proportion d'employés non-grévistes ne permettrait pas d'assurer le service minimum [1^{er} août 2007] (p. 2645)

S'indigne des propos du président de la commission le traitant de "coucou"; considère qu'une partie de "l'entourage des plus hautes autorités de l'Etat" refuse l'action de groupe [21 novembre 2007] (p. 4480)

Conteste l'interprétation donnée par le Gouvernement et le rapporteur de la décision du Conseil constitutionnel relative au tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché [11 décembre 2007] (p. 5236)

Demande si le Gouvernement maintient l'urgence sur ce texte [2 avril 2008] (p. 1170)

Déclare que certains députés tel M. Laffineur "perdent un peu leur sang froid"; le débat porte notamment sur un principe qui a reçu un avis favorable du gouvernement mais rencontre une "opposition obstinée" de la part du rapporteur; il ajoute que ce principe réunit ceux qui sont "lucides à l'égard des territoires les plus sensibles" [2 avril 2008] (p. 1183)

Déclare que le groupe socialiste a voté en commission en faveur de l'amendement n° 16 rectifié en raison des avancées contenues dans le premier alinéa [3 avril 2008] (p. 1205)

Demande au président de séance d'accorder la parole aux députés pour répondre au rapporteur et au Gouvernement, afin de ne pas "court-circuiter" les débats sur un sujet aussi important [3 avril 2008] (p. 1274)

S'étonne que le président de séance ait accepté un sous amendement de rectification du président de la commission alors que précédemment, cette faculté avait été refusée à un député de l'opposition [7 avril 2008] (p. 1286)

Demande une suspension de séance afin de pouvoir rattacher les amendements tombés précédemment à l'amendement suivant de la commission [7 avril 2008] (p. 1306)

Demande au Gouvernement de lever l'urgence sur le projet de loi afin que "le bicamérisme fonctionne normalement"; il s'inquiète également de l'ordre de discussion des articles et s'étonne que cette discussion puisse commencer alors que la commission n'a pas fini d'examiner tous les amendements [4 juin 2008] (p. 2863)

Déclare que les parlementaires de l'opposition, contrairement à leurs collègues de la majorité, n'ont pas été associés à l'élaboration du texte par le Gouvernement et en ont donc découvert tardivement la teneur mais qu'ils ont déposé leurs amendements dans les délais réglementaires, contrairement à ce qu'affirme Mme de la Raudière [4 juin 2008] (p. 2866)

Déclare que le débat "démarré sur des bases inquiétantes", après les propos de MM. Chatel et Novelli qualifiant de "verrous pour la croissance" l'action de groupe et la représentation syndicale [4 juin 2008] (p. 2905)

Demande au secrétaire d'Etat quand sera créée la nouvelle Autorité de la concurrence [5 juin 2008] (p. 2992)

Demande au Gouvernement, avant d'aborder les articles suivants du projet de loi, de présenter sa vision globale sur les nouvelles modalités de diffusion de la télévision et d'internet [9 juin 2008] (p. 3077)

S'étonne que le Président ne donne la parole qu'à un seul des auteurs des deux amendements mis en discussion [9 juin 2008] (p. 3117)

Déclare qu'en mettant au vote trop rapidement des amendements, le Président de séance empêche l'opposition de réagir à la proposition du Gouvernement [9 juin 2008] (p. 3135)

Demande que le débat sur les amendements déposés après l'article 37 puisse avoir lieu moins rapidement que sur ceux déposés sur l'article 37 [10 juin 2008] (p. 3212)

Déclare que ce projet de loi consacre "la loi du plus fort" s'agissant des médias et de la grande distribution [10 juin 2008] (p. 3219)

Dénonce comme une "grande hypocrisie" le dispositif proposé [12 juin 2008] (p. 3399)

Déclare qu'il ne comprend pas "les mouvements de lassitude" du rapporteur qui ne répond pas aux questions précises posées par Mme Lebranchu et ajoute que l'opposition pourrait avoir "un tout autre comportement" si cette situation perdurait [12 juin 2008] (p. 3438)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1754 et s., 1781 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 217 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires et heures choisies : priorité aux salariés à temps partiel) (p. 1811)

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Intervient sur l'adt n° 429 de Mme Martine Billard (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1858)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 291 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi SRU" - prélèvement de solidarité) (p. 1862)

Intervient sur l'adt n° 294 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi SRU" - limitation à 1/3 de la prise en compte des PLS dans le quota de 20 %) (p. 1863)

Intervient sur l'adt n° 235 deuxième rectification de M. Jean-Claude Lenoir (électricité : application au consommateur domestique d'un tarif réglementé sauf à avoir précédemment opté pour la liberté tarifaire) (p. 1867)

Son amendement n° 315 deuxième rectification (électricité : retour du consommateur domestique à un tarif réglementé transitoire d'ajustement sur demande écrite) (p. 1865) : rejeté (p. 1868)

Son amendement n° 314 deuxième rectification (électricité : lors d'un emménagement bénéficie des

tarifs réglementés sauf à avoir précédemment opté pour la liberté tarifaire) (p. 1865) : rejeté (p. 1868)

Son amendement n° 282 (coût du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt comparé au montant des aides publiques accordées au logement social : rapport au Parlement) : rejeté (p. 1869)

Son amendement n° 284 (moyens mis en œuvre pour que les dépenses afférentes au logement n'excèdent pas 25 % du revenu des ménages modestes : rapport au Parlement) : rejeté (p. 1869)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1924)

Ses interventions (p. 1925 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1929)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1949)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses interventions (p. 1960 et s.)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1969 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2516) : rejetée (p. 2523)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 juillet 2007] (p. 2466)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales : auditions (p. 2520)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2517, 2518, 2521)

Politique sociale : dialogue social (p. 2517)

Politique sociale : inégalités (p. 2516)

Secteur public : services publics (p. 2517 et s.)

Transports : régions (p. 2520)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2517 et s.)

Transports routiers : transports scolaires (p. 2520, 2521)

Travail : syndicats (p. 2520, 2521)

Travail : grèves : déclaration (p. 2519)

Travail : précarité (p. 2518, 2519)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Ses interventions (p. 2548 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Daniel Paul (subordination des suppressions de postes à la SNCF au niveau régional à l'avis conforme des organisations syndicales et des autorités organisatrices des transports) (p. 2553)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2557, 2579 et s., 2592 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 juillet 2007] (p. 2575)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalable à la cessation concertée du travail)

Ses interventions (p. 2596 et s.)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 24 de la commission spéciale (rétablissement de l'intitulé initial du Titre III : "Organisation de la continuité du service public en cas de grève ou autre perturbation prévisible du trafic") (p. 2598)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2601 et s., 2638 et s., 2660)

Ses rappels au règlement (cf supra) [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2645)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2662 et s., 2669 et s.)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son intervention (p. 2684)

Article 7 (droit des usagers à l'information)

Son intervention (p. 2688)

Après l'article 7 bis

Intervient sur l'adit n° 121 de M. Alain Vidalies (sanctions financières appliquées par l'autorité organisatrice à l'entreprise de transport responsable d'un dysfonctionnement de service public) (p. 2689)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Ses interventions (p. 2690 et s.)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Son intervention (p. 2697)

Titre

Son amendement n° 102 (nouveau titre : "Projet de loi contre le dialogue social et contre la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs") : rejeté (p. 2700)

Explications de vote et vote [1er août 2007] (p. 2701)

Ses explications de vote (p. 2701)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2702)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Thèmes :

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2718)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2718)

Politique sociale : dialogue social (p. 2717)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2717)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2717, 2718)

Transports urbains : RATP (p. 2717)

Travail : syndicats (p. 2717)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2717)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2718)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ;
[18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007]
(p. 2997)**

Après l'article 7

Son amendement n° 265 précédemment réservé (équipements photovoltaïques installés chez les particuliers : suppression des conditions relatives à la part de la production d'énergie destinée au logement pour le bénéfice du crédit d'impôt et du taux réduit de la TVA) (p. 2938) : retiré (p. 2939)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

**Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021,
4053)**

Procédure des questions :

Bois et forêts : filière bois : biocarburants (p. 4046)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre
2007] (p. 5) :**

- Réunion de la commission des finances du
6 novembre 2007

Son intervention (p. 27)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz : tarification sociale
(p. 27)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 28)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 28)

Postes : La Poste : politiques communautaires (p. 27)

Recherche : nanotechnologies (p. 27)

Télécommunications : téléphones mobiles :
concurrence (p. 27)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT
DURABLES

**Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949,
3969)**

Procédure des questions :

Transports routiers : transports scolaires : sécurité
(p. 3995)

Urbanisme : permis de construire : simplifications
administratives (p. 3995)

**Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre
2007] (p. 4001)**

Après l'article 44

Intervient sur l'adit n° 43 de M. Joël Giraud (versement destiné au financement des transports en commun : prise en compte dans des conditions fixées par décret de la population saisonnière des communes situées dans des zones touristiques) (p. 4005)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 107)

Thèmes :

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 107)

Politiques communautaires : politique agricole commune : zones rurales (p. 107)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 107)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Son intervention (p. 114)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 114)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 115)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 115)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 114)

Recherche : nanotechnologies (p. 114)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 65)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 66)

Finances publiques : service France domaine (p. 66)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 65)

Logement : droit au logement (p. 65)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 65)

Logement : logement social : quartier d'affaires de La Défense (p. 65)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 65)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)***Avant l'article 39*

Son amendement n° 307 (secteur forestier : prorogation de la réduction d'impôt jusqu'en 2015 et institution d'un contrat de gestion) (p. 4337) : devenu sans objet (p. 4338)

Après l'article 40

Son amendement n° 95 (entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers - réduction de 1,5 % à 1 % du taux de plafonnement de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 4343)

S'indigne des propos du président de la commission le traitant de "coucou" ; considère qu'une partie de "l'entourage des plus hautes autorités de l'Etat" refuse l'action de groupe [21 novembre 2007] (p. 4480)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4449)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4450)

Baux : loyers (p. 4450)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4449)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4449 et s.)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4449)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4450)

Energie et carburants : tarifs (p. 4449 et s.)

Impôts et taxes : exonérations : redevance audiovisuelle (p. 4450)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4450)

Justice : aide juridictionnelle : franchise (p. 4450)

Politique économique : libéralisme (p. 4449)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4450)

Politique sociale : surendettement (p. 4449)

Télécommunications : annuaire : tarifs (p. 4449)

Travail : salaires (p. 4449)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ;

[26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 89 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2007] (p. 4480)

Intervient sur l'adt n° 81 rectifié de M. Jean Gaubert (police de caractères utilisée pour indiquer le taux de crédit promotionnel sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4483)

Intervient sur l'adt n° 80 de M. Jean Gaubert (mention du coût total, du taux effectif global et du montant des remboursements sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4483)

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Jean Gaubert (interdiction de la publicité pour les crédits renouvelables) (p. 4486)

Intervient sur l'adt n° 78 de M. Alain Vidalies (inopposabilité d'une créance née de l'ouverture d'un crédit renouvelable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté ou de l'indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) (p. 4514)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4516, 4520)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4625)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Ses interventions (p. 4639 et s.)

Son sous-amendement n° 326 à l'adt n° 176 de M. Antoine Herth (p. 4639)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 129 de M. Jean Gaubert (sanctions pécuniaires du non respect du seuil de revente à perte) (p. 4648)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Ses interventions (p. 4652 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 267 de M. Jean Gaubert (interdiction de la facturation du référencement des produits par un distributeur) (p. 4663)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (modification du périmètre de l'interdiction des enchères à distance inversées pour les produits agricoles) (p. 4708)

Article 4 (dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Son intervention (p. 4711)

Article 5 (possibilité de demander réparation du préjudice subi du fait de la non communication des conditions générales de vente)

Son intervention (p. 4711)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Alain Suguenot (alignement des modalités applicables au comité interprofessionnel des vins de Champagne sur le droit commun en matière de délais de paiement dans le secteur viniviticole) (p. 4716)

Intervient sur l'adt n° 263 de M. Jean Gaubert (interdiction des retours d'invendus au fournisseur) (p. 4719)

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de consacrer 10 % des investissements publicitaires des entreprises commerciales alimentaires à l'information nutritionnelle) (p. 4724)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4730)

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Jean Gaubert (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques) (p. 4733)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Ses interventions (p. 4741 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) (p. 4744)

Intervient sur le sous-adt n° 319 de M. Jean-Paul Charié (mention de la durée d'engagement restant à courir ou de la date de fin de l'engagement) à l'adt n° 188 de Mme Laure de La Raudière (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) (p. 4744)

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Frédéric Lefebvre (possibilité de désignation d'opérateurs de service universel distincts pour le service d'annuaire ou celui des renseignements) (p. 4746)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non

surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 4748)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-adt n° 242 de M. Jean Dionis du Séjour (interdiction de lier clause de fidélisation et durée d'exécution du contrat) à l'adt n° 42 de la commission (durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile) (p. 4754)

Intervient sur l'adt n° 270 de M. Didier Migaud (interdiction de toute taxation spécifique supplémentaire aux appels émis vers des services de renseignements téléphoniques) (p. 4757)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses interventions (p. 4765 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 96 de M. Jean Gaubert (interdiction de vente de biens et services à usage prohibé) (p. 4774)

Son amendement n° 85 (possibilité pour les associés de sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance en temps partagé de se défaire de leur part) : retiré (p. 4776)

Son amendement n° 86 (règles de revente des parts de sociétés d'immeubles en jouissance en temps partagé) : retiré (p. 4776)

Intervient sur l'adt n° 146 de M. Jean Gaubert (colocation dans les logements locatifs sociaux) (p. 4777)

Son amendement n° 131 (définition et tarification des services des administrateurs de biens) : retiré (p. 4778)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Jean Gaubert (étiquetage du bilan carbone d'un produit) (p. 4780)

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de l'électricité) (p. 4780 et s.)

Intervient sur l'adt n° 204 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de gaz) (p. 4780 et s.)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Jean Gaubert (obligation pour tout fournisseur d'énergie d'adresser à chacun de ses clients une information détaillée de son profil de consommation avec chaque facture) (p. 4780 et s.)

Intervient sur l'adt n° 264 de M. Jean Gaubert (dispositif obligatoire de chèques transport au profit des salariés) (p. 4782)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5210) : rejetée (p. 5216)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5241)

Son intervention (p. 5242)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 décembre 2007] (p. 5236)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5241)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 5213)

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 5213)

Entreprises : GDF / SUEZ : fusion (p. 5211)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : environnement (p. 5212)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5210 et s.)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5210)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Article 1er (possibilité pour les ménages et les petites entreprises de retourner au tarif réglementé d'électricité à l'occasion d'un déménagement)

Son intervention (p. 5247)

Article 2 (possibilité pour les ménages de retourner au tarif réglementé de gaz naturel à l'occasion d'un déménagement)

Son amendement n° 7 (p. 5248)

Article 3 (bénéfice des tarifs réglementés de gaz naturel pour les consommateurs domestiques occupant un nouveau site)

Son amendement n° 8 (p. 5250)

Après l'article 3

Son amendement n° 9 (suppression de la limitation à deux ans de la durée d'application du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5250) : retiré (p. 5251)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 145) : rejetée (p. 147)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 145 et s.)

Energie et carburants : services publics (p. 145 et s.)

Energie et carburants : tarifs (p. 145 et s.)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 145)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Article 1er (conditions de retour au tarif réglementé d'électricité pour les ménages et les petits consommateurs professionnels)

Ses amendements n^{os} 1, 2, 4, 3 et 5 (p. 148 et 149)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 35 (retour de droit au tarif réglementé du gaz et de l'électricité pour les personnes succédant dans un logement à une personne ayant opté pour le tarif libre) (p. 5482) : rejeté (p. 5483)

Après l'article 5

Son amendement n° 152 (colocation dans le parc social public) (p. 5570) : rejeté (p. 5571)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)

Ses interventions (p. 527 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 214 de M. Gaëtan Gorce (allongement du délai de réponse du salarié à une proposition de convention de reclassement personnalisé) (p. 532)

Après l'article 8 bis

Intervient sur l'adt n° 170 de Mme Monique Iborra (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des offres acceptables d'emploi) (p. 534)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Article 2 (conditions d'utilisation des mini-motos et quads)

Son amendement n° 7 rectifié (p. 750)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1095)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1096)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1096)

Environnement : principe de précaution (p. 1096)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1096)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 250 de M. André Chassaigne (rapport du Gouvernement sur l'état de la recherche publique en biotechnologies) (p. 1150)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1165, 1178, 1219 et s., 1225, 1235 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1170, 1183, 1205)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1250 et s., 1284 et s.)

Son amendement n° 239 : adopté (p. 1259)

Ses amendements n^{os} 242, 401 et 244 (p. 1264 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1274, 1286)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Ses interventions (p. 1304 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 avril 2008] (p. 1306)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-adt n° 490 de Mme Delphine Batho (information des collectivités territoriales concernées des lieux de mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1308)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses interventions (p. 1317 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 424 (définition du statut de "lanceur d'alerte") (p. 1325) : rejeté (p. 1326)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

Intervient sur l'adt n° 45 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (possibilité pour les organismes de défense et de gestion ou pour l'Institut national de l'origine et de la qualité de proposer à l'autorité administrative toute mesure particulière de renforcement de la protection d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine concernant les organismes génétiquement modifiés) (p. 1331)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1398)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1407)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1426)

Article 8 A (nouveau) (définitions)

Son intervention (p. 1431)

Article 8 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1433)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1436 et s.)

Article 11 bis (nouveau) (création d'un dispositif Sofiplantes)

Son intervention (p. 1442)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Louis Giscard d'Estaing (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) (p. 1444)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2034)

Thèmes :

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2034)

Environnement : principe de précaution (p. 2035)

Recherche : biotechnologies (p. 2034)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Soutient la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2193)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2194)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 2195)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2193 et s.)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2194)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2294 et s.)

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2197)

Bioéthique : brevets (p. 2195 et s.)

Constitution : révision : référendums (p. 2197)

Environnement : biodiversité (p. 2196)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2194)

Environnement : principe de précaution (p. 2197)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2195)

Politiques communautaires : clause de sauvegarde (p. 2194)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2195)

Recherche : biotechnologies (p. 2196)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2194)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2750) : rejetée (p. 2761)

Ses rappels au règlement (cf supra) [4 juin 2008] (p. 2863, 2866, 2905)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2751 et s.)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2754)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture : commissions départementales d'équipement commercial (CDEC) (p. 2752 et s.)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 2752 et s.)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2754)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 2752)

Commerce et artisanat : soldes (p. 2754)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2756)

Droit commercial : dépenalisation (p. 2754)

Entreprises : délais de paiement (p. 2756)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2752)

Entreprises : intéressement et participation (p. 2752)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2756)

Entreprises : seuils sociaux (p. 2752)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2755)

Etrangers : cartes de résident : délivrance (p. 2754)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2753)

Logement : logement social : financement (p. 2751)

Politique économique : service universel : banques et établissements financiers (p. 2756)

Politique sociale : surendettement (p. 2756)

Sécurité sociale : franchise (p. 2752)

Télécommunications : Internet : accès (p. 2754)

Travail : durée du travail (p. 2751)

Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 2753)

TVA : carburants (p. 2752)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 733 de M. Daniel Paul (p. 2908)

Son sous-amendement oral à l'adt n° 731 de M. Daniel Paul : rejeté (p. 2911)

Intervient sur l'adt n° 1060 rectifié de Mme Martine Carrillon-Couvreur (p. 2912 et s.)

Intervient sur l'adt n° 139 rectifié de la commission (définition législative des particuliers employeurs) (p. 2912 et s.)

Reprend l'adt n° 1365 de M. Louis Giscard d'Estaing (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 2917) : rejeté (p. 2918)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 219 de la commission des finances (actualisation annuelle de l'ensemble des seuils des régimes de la micro-entreprise, de la franchise en base de TVA, et du régime simplifié d'imposition, dans la même proportion que l'actualisation du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 2930)

Intervient sur l'adt n° 141 rectifié de la commission (p. 2932)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son intervention (p. 2938 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 1393 de M. Jean-Pierre Decool (calcul des redressements effectués sur les exonérations des cotisations de sécurité sociale accordées sur la part contributive de l'employeur dans les titres-restaurant et les chèques-transport) (p. 2940)

Intervient sur l'adt n° 144 rectifié de la commission (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2941)

Intervient sur l'adt n° 1423, deuxième rectification de M. Bernard Depierre (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2941)

Intervient sur l'adt n° 148 rectifié de la commission (procédure de rescrit concernant les aides au maintien et à la sauvegarde de l'emploi) (p. 2942)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses interventions (p. 2944 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2957 et s.)

Son sous-amendement n° 1505 à l'adt n° 151 de la commission : adopté (p. 2961)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses amendements n°s 954 et 955 (p. 2970)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1459 rectifié de M. Richard Mallié (p. 2978)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2980 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 juin 2008] (p. 2992)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Son intervention (p. 2995)

Article 8 (renforcement du rôle d'UBIFrance)

Son amendement n° 956 (p. 2997)

Après l'article 8

Son amendement n° 957 : rejeté (p. 2999)

Après l'article 9

Son amendement n° 1069 : rejeté (p. 3003)

Intervient sur l'adt n° 221 de la commission des finances (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)) (p. 3004 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 756 de M. Frédéric Lefebvre (création de l'indice des loyers commerciaux) (p. 3014)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Ses interventions (p. 3016 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 1223 de M. Joël Giraud (p. 3025)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son intervention (p. 3040)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Nicolas Forissier (régime juridique des vendeurs à domicile indépendants) (p. 3047)

Intervient sur l'adt n° 753 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 3050)

Avant l'article 15

Son amendement n° 766 (p. 3052) : retiré (p. 3054)

Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)

Son intervention (p. 3062)

Article 20 (assouplissement du régime applicable aux organismes favorisant l'insertion par l'entrepreneuriat)

Ses amendements n°s 959, 958, 960 et 961 (p. 3065 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 872 rectifié de M. Dominique Baert (p. 3067)

Son amendement n° 1061 rectifié : retiré (p. 3068)

Ses amendements n°s 561 et 884 (p. 3060, 3069) : rejetés (p. 3071)

Son amendement n° 563 (suppression de la date limite d'application du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché - TaRTAM) (p. 3069) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3071)

Ses amendements n°s 562, 564 rectifié (p. 3069) : rejetés (p. 3071)

Son amendement n° 640 (p. 3069) : rejeté (p. 3071)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juin 2008] (p. 3077)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3081 et s., 3091 et s., 3102 et s.)

Son amendement n° 572 (p. 3084)

Reprend l'adt n° 449 de M. Yves Vandewalle (p. 3086) (p. 3086)

Son amendement n° 576 (p. 3089) : adopté après modification (p. 3090)

Son sous-amendement n° 1539 aux adts n°s 414 rectifié de la commission, 600 rectifié de M. Jean

Gaubert et 842 rectifié de Mme Corinne Erhel : adopté (p. 3107)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 565 de M. Jean Gaubert (p. 3112)

Intervient sur l'adt n° 755 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (tarifs sociaux pour la téléphonie mobile) (p. 3113)

Intervient sur l'adt n° 417 de la commission (possibilité, pour l'ARCEP, d'assortir une mise en demeure d'obligations intermédiaires) (p. 3114)

Article 30 (attribution des autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes)

Ses interventions (p. 3115 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juin 2008] (p. 3117)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 853 de M. Christian Paul (p. 3119)

Intervient sur l'adt n° 419 de la commission (publication par le CSA des zones retenues pour leur desserte en TNT) (p. 3121)

Intervient sur l'adt n° 927 de M. Franck Riester (possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses) (p. 3122)

Intervient sur l'adt n° 422 de la commission (rapport gouvernemental sur les réseaux de communications électroniques d'initiative locale) (p. 3124)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 757 de M. Frédéric Lefebvre (p. 3131)

Reprend l'adt n° 231 rectifié de la commission des finances (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3133) : rejeté (p. 3133)

Intervient sur l'adt n° 233 de la commission des finances (exonérations de taxe professionnelle par les collectivités territoriales) (p. 3134)

Intervient sur l'adt n° 1533 rectifié du Gouvernement (régime social des impatriés) (p. 3135)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juin 2008] (p. 3135)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 524 de M. Christian Jacob (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3195)

Reprend l'adt n° 524 de M. Christian Jacob (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des

adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3196) : rejeté (p. 3196)

Intervient sur l'adt n° 446 de la commission (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3198)

Intervient sur l'adt n° 658 de Mme Catherine Vautrin (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3198)

Intervient sur l'adt n° 642 de M. Philippe Gosselin (possibilité pour les syndicats mixtes de gérer les schémas de cohérence territoriale) (p. 3199)

Intervient sur l'adt n° 521 de M. Christian Jacob (étude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat) (p. 3201)

Intervient sur l'adt n° 851 de M. Bernard Derosier (p. 3201)

Article 37 (création de fonds de dotation)

Son intervention (p. 3211)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juin 2008] (p. 3212)

Après l'article 37

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juin 2008] (p. 3219)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3253, 3279 et s.)

Article 40 (transition vers le nouveau régime du livret A)

Son intervention (p. 3284)

Après l'article 40

Intervient sur les adts n°s 1123, 1119 et 1120 de M. Jean Gaubert (p. 3285 et s.)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Son intervention (p. 3295 et s.)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 1562 de la commission (prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 3314)

Son amendement n° 832 (p. 3317) : retiré (p. 3318)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1033 précédemment réservé de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 3324)

Intervient sur l'adt n° 1041 précédemment réservé de M. Daniel Paul (action de groupe) (p. 3324)

Intervient sur l'adt n° 1300 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3324)

Intervient sur l'adt n° 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3324)

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3324 et s.)

Son amendement n° 1058 précédemment réservé : rejeté (p. 3333)

Intervient sur l'adt n° 999 rectifié précédemment réservé de M. Christian Paul (p. 3334)

Son amendement n° 1015 précédemment réservé : rejeté (p. 3334)

Intervient sur l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3335)

Son sous-amendement à l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3335) : rejeté (p. 3336)

Intervient sur les adts n°s 1001 et 1088 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3337 et s.)

Intervient sur l'adt n° 1086 précédemment réservé de Mme Geneviève Fioraso (p. 3371)

Intervient sur les adts n°s 1087 et 1008 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3372)

Son amendement n° 1059 (p. 3372) : retiré (p. 3373)

Intervient sur l'adt n° 1195 deuxième rectification précédemment réservé de M. Lionel Tardy (liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives) (p. 3375)

Intervient sur l'adt n° 1293 rectifié précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives) (p. 3375)

Intervient sur l'adt n° 1192 rectifié précédemment réservé de M. Lionel Tardy (p. 3375)

Intervient sur l'adt n° 1089 et 1010 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3382)

Intervient sur l'adt n° 1031 précédemment réservé de M. Alain Vidalies (p. 3382)

Intervient sur les adts n°s 1004, 1006, 1009, 1117 rectifié et 994 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3384 et s.)

Intervient sur l'adt n° 997 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (numéro gratuit pour obtenir la bonne exécution d'un contrat) (p. 3386)

Intervient sur le sous-adt n° 1471 précédemment réservé de la commission (remplacer "gratuit par "non surtaxé") à l'adt n° 997 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3386)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2008] (p. 3399)

Son intervention (p. 3400 et s.)

Reprend l'adt n° 1197 de M. Lionel Tardy (définition des conditions particulières de vente) (p. 3405) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3405)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1079 précédemment réservé de Mme Danielle Bousquet (p. 3418)

Intervient sur les adts n°s 1078 et 1080 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3420)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 1000 rectifié précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3422)

Intervient sur l'adt n° 1071 rectifié précédemment réservé de M. Jean Gaubert (interdiction pour une centrale d'achat de détenir plus de 30 % des parts de marché des produits qu'elle distribue) (p. 3423)

Intervient sur l'adt n° 1081 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3427)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son intervention (p. 3431)

Après l'article 23

Son amendement n° 1072 précédemment réservé : rejeté (p. 3434)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2008] (p. 3438)

Article 25 précédemment réservé (réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat -TACA)

Son intervention (p. 3442 et s.)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce -FISAC)

Son intervention (p. 3446 et s.)

Ses amendements n°s 962 et 856 (p. 3446 et s.)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3458, 3462 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur les adts n°s 1098 et 1099 précédemment réservés de M. Marcel Rogemont (p. 3471)

Titre

Son amendement n° 1260 : rejeté (p. 3472)

*Seconde délibération**Article 39 (réforme du livret A)*

Son intervention (p. 3472)

Explications de vote et votes [17 juin 2008] (p. 3504)

Ses explications de vote (p. 3507)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3508)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)

Son intervention (p. 4840)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4840)

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4842)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 4842)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4841)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4842)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4841)

Entreprises : délais de paiement (p. 4842)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4841)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4842)

Logement : logement social : financement (p. 4842)

Travail : durée du travail (p. 4842)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4843)

**Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité
environnementale et à diverses dispositions
d'adaptation au droit communautaire dans le
domaine de l'environnement**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'ad n° 106 de M. André Chassaigne (création d'un délit d'atteinte à l'environnement) (p. 3744)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3746 et s., 3758 et s., 3767)

Son amendement n° 147 (p. 3797)

**Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du
travail**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4991) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)*Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)*

Son intervention (p. 5033)